

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro, 69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI ENTREPÔTS ST-LAURENT-DE-MURE (bâtiment B)

Avenue du Maréchal Juin
69720 Saint-Laurent-de-Mure

Références : UD-R-CTESSP-22-87-MP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement SCI ENTREPÔTS ST-LAURENT-DE-MURE (bâtiment B) implanté Avenue du Maréchal Juin 69720 Saint-Laurent-de-Mure. L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "coup de poing incendie" de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI ENTREPÔTS ST-LAURENT-DE-MURE (bâtiment B)
- Avenue du Maréchal Juin 69720 Saint-Laurent-de-Mure
- Code AIOT dans GUN : 0010600216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SCI Entrepôts Saint-Laurent-de-Mure est propriétaire d'un entrepôt logistique, situé avenue du Maréchal Juin, sur la commune de Saint-Laurent-de-Mure. Le bâtiment B d'une superficie de 19000 m², scindé en 2 cellules, est exploité par deux locataires : GXO Logistics et ELKEM. Les produits stockés dans ce bâtiment sont des produits électroménagers de la marque Whirlpool majoritairement, des badges télépéages et des intermédiaires de fabrication pour les dérivés de silicone non dangereux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques incendie (action régionale)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives mais certaines de demandes de l'inspection.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Cf demande de l'inspection
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/08/2000, article 6.5.2	Cf demande de l'inspection
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/08/2000, article 6.3	Cf demande de l'inspection
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 13	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 01/08/2000, article 2.4.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente visite l'Inspection n'a pas relevée de non conformités majeures. L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation pour les points vus lors de cette inspection sur site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant s'il possède un état des stocks à jour de son installation. L'exploitant a indiqué qu'il possède un état des stocks qui est mis à jour toutes les semaines. L'exploitant a présenté à l'Inspection, un état des stocks à jour à la date de la visite. L'exploitant a précisé que le tableau est disponible à tout instant et qu'il est stocké sur un serveur situé sur un autre site. L'état des stocks est disponible en différentes unités (m ³ , t). L'Inspection note toutefois que l'état des stocks fourni durant la présente visite comporte seulement les produits qui relèvent de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et est détaillé par cellules.
Type de suites proposées : sans suites administratives
<u>Demande</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de prendre en compte l'ensemble des produits stockés sur site, et pas seulement ceux relevant d'une rubrique de la nomenclature ICPE, dans un délai de 3 mois.

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2000, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie. Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection ne pas avoir de plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie. Néanmoins l'exploitant a indiqué tenir à jour un kit de sécurité présent à l'entrée principale du bâtiment où plusieurs plans du site sont en version papier plastifié. Les plans présents dans le kit de sécurité comportent les informations sur la localisation des armoires électriques, des vannes gaz, les cellules du bâtiment, la chaufferie, les locaux de charge, le local de sprinklage, les extincteurs, les portes coupe-feu, etc. Dans le kit de sécurité présent à l'entrée du bâtiment, l'exploitant a également mis des plans localisant les entrées/sorties du bâtiment ainsi que les sens de circulation pouvant faciliter l'intervention des services de secours en cas d'accident. Concernant les aires de stationnement pour les véhicules de secours, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il n'y avait pas d'aire de stationnement au droit des murs coupe feu. L'aire de stationnement est matérialisée au sol et se situe au niveau de la cuve d'eau de 1000m ³ . L'exploitant a indiqué à l'Inspection lors de la présente visite qu'une alarme sonore est présente sur le site en cas d'accident. L'exploitant a expliqué que quand l'alarme, reliée au poste de télésurveillance, se déclenche, une personne faisant la ronde se déplace afin de faire une levée de doute. Cette personne prévient les services de pompiers et le gestionnaire en cas d'incident.
Type de suites proposées : sans suites administratives
<u>Demande</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre à jour les plans du site en indiquant les zones à risques incendie, dans un délai de 3 mois.

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2000, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens se composent à minima : d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ainsi qu'un réseau de robinets d'incendie armés ; de poteaux d'incendie implantés conformément au plan PC B2 de 15/12/1999, associés à une réserve d'eau de 1000m ³ ; un dispositif automatique de détection et d'extinction d'incendie (de type sprinkler) associé à une réserve d'eau de 400m ³ . Un plan d'implantation des cuves assurant la défense incendie du site sera tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a indiqué à l'Inspection, lors de la présente visite, qu'il y a 9 poteaux incendie à l'intérieur du site disponible pour le bâtiment A et pour le bâtiment B. Ces 9 poteaux sont connectés au réseau public. L'exploitant a indiqué que ces poteaux incendie sont vérifiés annuellement, avec test de débit. L'exploitant a présenté à l'Inspection lors de la présente visite la dernière vérification datant du 14/05/2021 où tout est conforme. Afin de compléter ces réserves d'eau via les 9 poteaux, une cuve de 1000 m ³ est présente sur le site et est disponible pour les 2 bâtiments en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'un dispositif automatique d'extinction d'incendie type sprinklage est présent sur le site, accolé au bâtiment A. Associé à ce local, deux réserves d'eau de 400m ³ chacune sont disponibles pour les 2 bâtiments (A et B). L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le dispositif d'extinction automatique à eau type sprinkleur est vérifié de façon semestrielle. Le dernier compte-rendu a été présenté à l'Inspection lors de la présente visite et date du 21/02/2022. Une non-conformité a été relevée par l'organisme de contrôle Uxello : les têtes de sprinklage ne correspondent pas aux produits stockés en dessous. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que des devis étaient en cours afin de faire changer les têtes de sprinklage pour qu'elles soient conformes aux produits électroménagers stockés majoritairement dans les cellules du bâtiment. Enfin, l'exploitant a indiqué que des extincteurs sont répartis à l'intérieur du bâtiment et disponibles en cas d'incendie. Ils sont visibles de tous. Concernant les murs coupe feu, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il n'y avait pas de colonnes sèches mais les murs coupe-feu sont catégorisés murs coupe-feu 4 heures entre les cellules du bâtiment. Des murs coupe-feu 2 heures sont présents entre les parties entrepôt et les locaux technique du bâtiment. L'Inspection, lors de cette présente visite, a pu constater sur place l'ensemble des éléments ci-dessus. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie sont indiqués sur les plans disponibles dans le "kit sécurité" situé à l'entrée principale du bâtiment. L'Inspection a pris connaissance de ces plans et a bien identifié les moyens de lutte contre l'incendie sur ceux-ci.
Type de suites proposées : susceptibles de suites
Demande : L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le devis signé pour le remplacement des têtes de sprinklage, dans un délai de 3 mois.

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• Extincteur et RIA : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle• Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) : : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle• Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle• Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle• Portes coupe-feu : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté à l'Inspection les comptes-rendus des différents contrôles effectués sur les dispositifs de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">• les extincteurs sont vérifiés annuellement. La dernière vérification a eu lieu le 22/04/2021 et a été faite par SCUTUM Incendie (rapport intervention n° 44869). L'exploitant a également présenté, à l'Inspection, les rapports de levées des non-conformités datant du 16/07/2021 (rapport n°51166) & du 19/11/2021 (rapport n°51184) ;• les RIA sont vérifiés annuellement. La dernière vérification a eu lieu le 01/06/2021 par la société Uxello. Aucune non conformité n'a été relevée ;• le dispositif type sprinkler est vérifié de façon semestrielle. La dernière vérification a eu lieu en février 2022 (cf constat précédent) ;• les installations de désenfumage sont vérifiées annuellement. La dernière vérification a eu lieu le 28 octobre 2021 par l'entreprise Kingspan. Aucune non conformité n'a été relevée ;• les portes coupe-feu sont vérifiées annuellement, la dernière vérification a été réalisée le 02/06/2021 par la société Kingspan (rapport n° 171436). Aucune non conformité n'a été relevée. Concernant le système de détection incendie de type alarme, l'exploitant a indiqué à l'Inspection lors de la présente visite que celui-ci a été changé dernièrement suite au départ de l'ancien locataire. Les travaux ont été réceptionnés le 09/12/2021. L'exploitant a présenté à l'Inspection lors de la présente visite le rapport de mise en service de l'organisme Chubb France. Des tests ont été effectués lors de cette mise en service et tout est conforme. La maintenance n'a pas encore été réalisée mais l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'elle est prévue le 07/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2000, article 2.4.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le site sera aménagé de manière à permettre le confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ou du produit d'un déversement accidentel d'une substance polluante, et ce, pour un volume minimal de 2000m ³ .
Constats : L'exploitant a indiqué à l'Inspection lors de la présente visite, que les réseaux font office de rétention pour les eaux d'incendie. Il y a deux vannes ouvertes en permanence et qui une fois fermées permettent de contenir les eaux dans les réseaux. La fermeture de ces vannes est asservie au local de sprinklage. En complément de la rétention des eaux dans le réseau, les quais de chargement du bâtiment B font office de rétention des eaux d'extinction. Néanmoins leur capacité de rétention n'est pas suffisante. Ainsi, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance datant du 11/05/2021 que l'Inspection n'a pas encore instruit où il explique qu'une électrovanne asservie au dispositif d'extinction automatique du bâtiment B sera mise en place afin de bypasser les eaux d'extinction du bâtiment B vers la cour camion du bâtiment A. Lors de la présente visite, l'Inspection a pu constater que ces travaux ont été effectués et l'électrovanne est opérationnelle. L'ensemble des zones décrites peuvent contenir un volume d'eaux d'extinction en cas d'incident d'au moins 2000 m ³ comme prescrit dans l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du site. Ces rétentions sont partagées entre le bâtiment A et le bâtiment B puisque les zones de rétention des eaux d'extinction sont les mêmes pour les deux bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet